

---

# MISÈRE ET CRISE

## ACTUALITÉ DE LA THÉORIE CRITIQUE

---

AARON BENANAV & JOHN CLEGG

Misère .....	96
Solde de tout compte .....	102
Lutte .....	106
Crise .....	111
Politique .....	115
Conclusion .....	120
Bibliographie .....	165

Les deux textes qui suivent sont les traductions d'un article de la revue *Endnotes* ainsi que d'un article commis par deux de ses membres, Aaron Benanav et John Clegg, qui reviennent sur les conclusions théoriques de cette revue au cours de ses dix années d'existence. *Endnotes* est publiée par un groupe de discussion basé en Allemagne, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Le groupe initial a été formé à Brighton, au Royaume-Uni, en 2005, principalement à partir d'anciens participants à la revue *Aufheben*. Les réflexions du groupe portent principalement sur les conditions de possibilité d'un dépassement communiste du mode de production capitaliste - et des multiples structures de domination qui modèlent les sociétés où règne ce mode de production - à partir des conditions actuelles. Le groupe s'est intéressé aux débats de la « théorie communiste », et en particulier à la problématique de la « communisation » qui a émergé en France après 68; à la question du genre et de son abolition; à l'analyse des luttes, des mouvements et de l'économie politique contemporains; à la dynamique de la population excédentaire et à ses effets sur le capital et la classe; aux formations capitalistes de la « race »; à la théorie de la forme-valeur et à la dialectique systématique; aux échecs et aux impasses révolutionnaires du xx<sup>e</sup> siècle.

Les textes de *Endnotes* sont publiés en France notamment par le site [dndf.org](http://dndf.org) et les éditions Sans soleil (Marseille).

**L**AFIN des années 1960 a vu fleurir les marxismes dissidents à travers l'Europe : l'*operaismo* en Italie, le situationnisme en France, et ce qui sera nommé par la suite la *Neue Marx-Lektüre* [Nouvelle Lecture de Marx] en Allemagne<sup>1</sup>. L'orthodoxie marxiste est entrée en crise après la révolution hongroise de 1956. Une « nouvelle gauche » s'est mis à la recherche de nouvelles idées, et une vague mondiale de révoltes ouvrières et étudiantes, dont 1968 marque l'apogée, exigeait une théorie critique du capitalisme d'après-guerre conforme à la critique pratique qui s'ébauchait dans les rues et les usines. À l'instar du sursaut théorique dans le sillage la Révolution russe qui avait renouvelé l'esprit critique des lectures marxiennes, la nouvelle génération de marxistes dissidents a également opéré son propre « retour à Marx » inspirée par la découverte et la publication de nombreux manuscrits inédits<sup>2</sup>.

Les membres de l'École de Francfort ont joué le rôle de passeurs intellectuels entre ces deux points d'orgues de l'activité théorique marxienne. En Allemagne, l'œuvre de Theodor Adorno – ainsi que les écrits d'autres membres, plus hétérodoxes, associés à l'École, comme Alfred Sohn-Rethel – ont exercé une influence majeure sur la relecture

---

1. Ce texte est une version plus longue de la préface au recueil *Histoire de la séparation* récemment paru aux éditions Sans soleil.

2. Rosa Luxemburg, Antonio Gramsci, Georg Lukács et Karl Korsch comptent parmi les figures les plus importantes de cette précédente vague. D'autres comme Isaak Roubine ou Evgueny Pašukanis n'ont été redécouverts que plus tard, par les dissidents des années 1960.

alors émergente des écrits de maturité de Marx<sup>3</sup>. Cette *Neue Marx-Lektüre* réinterprétait la théorie marxienne de la valeur au prisme de ses développements sur le fétichisme, non pas comme une théorie de la détermination des prix, mais comme une théorie de la détermination du travail social *comme* prix. Les dissidents s'approprièrent ici la notion d'« abstraction réelle », élaborée par Sohn-Rethel, selon laquelle le processus de vie matériel est dominé par les formes sociales abstraites et impersonnelles de la valeur. Selon cette relecture, la critique de l'économie politique du dernier Marx n'avait nullement pour but d'améliorer la contribution des classiques de l'économie politique, comme le pensait l'orthodoxie marxiste. Sa critique avait au contraire pour objectif de montrer en quoi la perspective inversée des économistes correspondait aux inversions réelles d'un monde capitaliste « enchanté et inversé<sup>4</sup> ».

Ces idées n'étaient pas réservées aux élèves d'Adorno. En France, Guy Debord faisait écho à la conception adornienne d'une totalité inversée - « le tout est le faux » - dans sa théorie du spectacle : « Dans un monde *réellement renversé*, le vrai est un moment du faux<sup>5</sup> ». Jacques Rancière et Lucio Colletti ont également placé au centre le fétichisme pour comprendre la théorie marxienne de la valeur, à la manière, dans une veine bien plus radicale, de Jacques Camatte et Freddy Perlman. On doit à ce dernier la traduction de l'économiste russe dissident Isaak Roubine, qui a permis de faire connaître son interprétation des œuvres du dernier Marx à un lectorat anglophone<sup>6</sup>. Il est possible de rassembler tous ces penseurs au sein d'une plus large tendance des années 1960, pour laquelle Marx est un théoricien de l'aliénation à l'œuvre dans le travail et la vie, et qui fait donc de lui un critique

3. Pour une discussion plus détaillée de la *Neue Marx-Lektüre* [Nouvelle Lecture de Marx] voir, dans le présent cahier, ENDNOTES, « Communisation et théorie de la forme-valeur », p. 126-166 **TODO**.

4. Karl MARX, *Le Capital*, livre 3, Paris, Éditions sociales, 1976, p. 750.

5. Guy DEBORD, *La Société du spectacle*, Paris, Gallimard, 1992, p. 19.

6. Jacques RANCIÈRE, « Le concept de critique et la critique de l'économie politiques des *Manuscrits de 1844* au *Capital* », in Louis ALTHUSSER et al. (éds), *Lire le Capital*, PUF, 2014, p. 81-199 ; Lucio COLLETTI, *Le marxisme et Hegel*, Paris, Champ libre, 1979 ; Jacques CAMATTE, *Capital et Gemeinwesen, le 6ème chapitre inédit du Capital et l'œuvre économique de Marx*, Paris, Spartacus, 1978 ; Fredy PERLMAN, « Le fétichisme de la marchandise » (1968), [qui est l'introduction à sa traduction en anglais, avec Miloš Samardžija, des *Essais* de Roubine, parue en 1972 chez Red & Black Press, à Détroit (en ligne)]. Dans le monde anglophone, des groupes prendront la suite de cette approche, réunis notamment autour de *Capital and Class* et de l'*Open Marxism*.

de la *domination* et pas simplement de l'*exploitation*<sup>7</sup>. Les dissidents marxistes européens de ces années-là ont ainsi tracé un chemin – ou plus exactement, plusieurs chemins – hors des dogmes officiels de l'URSS et des partis communistes officiels<sup>8</sup>.

En s'appuyant sur les écrits de jeunesse de Marx, ces dissidents rêvaient d'un avenir fondamentalement différent de ce qu'avait à offrir l'Est comme l'Ouest, un avenir dans lequel le travail pénible et ses contraintes seraient réduits au minimum afin de libérer le plus de temps libre possible pour satisfaire les plaisirs les plus simples comme les plus sophistiqués, tels que la production de savoir scientifique ou la création artistique. Certains pensaient même qu'il serait possible de dépasser radicalement la distinction entre travail et loisir, abolissant du même coup la séparation entre travail manuel et intellectuel qui constituait jusqu'alors la racine des civilisations agraires et industrielles. Les dissidents cherchaient avant tout à renverser les conditions de la vie sociale de sorte à réaliser le potentiel libérateur et humain latent mais prisonnier des structures actuelles.

En dépit des protestations d'Adorno, ces idées étaient certainement marquées par l'époque où elles ont pour la première fois émergées. Les affinités sont nombreuses entre la théorie critique et la contre-culture de ces années-là : la révolte contre le « consumérisme », les critiques totalisantes du « système » et le souci de l'aliénation de la « vie quotidienne ». On peut aussi déceler, dans la critique de la domination, l'écho des différents mouvements de libération d'alors – minorités sexuelles et raciales, mouvement des femmes et sujets colonisés. Mais la théorie critique de cette époque a surtout été marquée par la croissance rapide d'après-guerre et les révolutions technologiques qui l'ont vu naître, et qui ont donné naissance à une ère d'abondance. Le capitalisme, aidé par l'État interventionniste keynésien, semblait s'être débarrassé de ses tendances à la crise<sup>9</sup>. Cette période a vu

---

7. Voir Moishe POSTONE, *Temps, travail et domination sociale*, Paris, Mille et une nuits, 2009.

8. Bien qu'ils soient tous opposés au stalinisme, les dissidents n'avaient pas tous la même position à l'égard du bolchevisme, les plus intéressants parmi eux se sont d'ailleurs tournés vers le conseillisme ou l'anarchisme comme alternatives aux courants dominants de l'histoire socialiste.

9. Pour un bilan économique-historique de cette période, voir Philip ARMSTRONG, Andrew GLYN & John HARRISON, *Capitalism since 1945*, Oxford, Basil Blackwell, 1991 et Robert BRENNER, *Economics of Global Turbulence*, Londres, Verso, 2006. Sur le keynésianisme plus spécifiquement, voir le classique Paul MATTICK, *Marx et Keynes, les*

un déclin sans précédent des inégalités, ainsi qu'une augmentation des salaires réels des ouvriers qui dépassaient la croissance des retours sur investissements des capitaux dans de nombreux pays. Le « grand nivellement » des revenus remettait, semble-t-il, en cause les approches marxistes de la crise et de la paupérisation, ce qui n'était pas sans conséquences pour la théorie révolutionnaire.

Contrairement aux marxistes orthodoxes qui tendaient à nier la chute du taux d'exploitation dans les pays développés (ou qui tournaient leur regard vers les travailleurs censément surexploités ailleurs dans le monde), les dissidents des années 1960 estimaient que l'amélioration des conditions de vie des ouvriers exigeait une réactualisation de la théorie marxiste pour mettre en conformité avec ces réalités nouvelles. Ce faisant, ils mettaient en avant les préoccupations centrales de Marx, la liberté, la critique de l'aliénation et de l'idéologie, contre les aspects plus « economicistes » de ses écrits plus tardifs, particulièrement ceux qui projetaient une dégradation des conditions matérielles (et non seulement spirituelles) d'existence du prolétariat. D'après Debord, les transformations du capitalisme d'après-guerre autorisaient une plus large définition du prolétariat comme sujet révolutionnaire – tous ceux qui sont contraints de travailler en échange d'un salaire, qu'il soit élevé ou faible<sup>10</sup> – ainsi qu'à repenser le contenu de cette révolution – comme révolte contre « l'abondance des marchandises, c'est-à-dire, du rapport marchand », plutôt que contre la misère<sup>11</sup>. Adorno adopta un regard plus pessimiste, mais partageait avec Debord l'accent mis sur la *domination impersonnelle* : une critique qui dépassait la seule distribution des richesses, pour s'attaquer à cette richesse comme puissance indépendante exerçant son règne sur toutes les classes sociales<sup>12</sup>.

Le changement technique rapide des années d'après-guerre a conduit de nombreux dissidents à abandonner l'idée selon laquelle

---

*limites de l'économie mixte*, Paris, Gallimard, 2010, ainsi que Geoff MANN, *In the Long Run We Are All Dead*, Londres, Verso, 2017.

10. Debord définit le prolétariat comme ceux « qui ont perdu tout pouvoir sur l'emploi de leur vie », tout en admettant que cette définition recouvre presque tout le monde (Guy DEBORD, *La Société du spectacle*, op. cit., p. 113).

11. *Ibid.*, p. 37-38, § 40.

12. Selon Adorno, l'objet de la domination « ne sont plus seulement les masses, mais aussi ceux disposent des moyens de production et leurs associés. » (Theodor W. ADORNO, « Capitalisme tardif ou société industrielle ? », in *Société : Intégration, Désintégration. Écrits sociologiques*, Paris, Payot, 2011, p. 92).

les rapports sociaux capitalistes ne seraient que des « entraves » à une forme de production toujours plus socialisée. Cette perspective était tout bonnement incompatible avec les horreurs de la chaîne de montage décrites par Raniero Panzieri ou Harry Braverman, ainsi que face à la critique pratique du travail qui se manifestait au cours des nombreuses grèves sauvages<sup>13</sup>. Même si ces dissidents ont continué à adhérer à l'idée selon laquelle les innovations techniques recelaient une potentielle libération des êtres humains par l'extension du « règne de la liberté », ils considéraient que sous le capitalisme, la technique était devenue le moyen de mettre en œuvre une rationalisation toujours plus catastrophique de la vie sociale<sup>14</sup>. En effet, pour Adorno, le mode de production capitaliste aggrave dans sa manière de résoudre la question de la distribution, celle de la domination : « S'il est certes vrai que la théorie de la paupérisation ne s'est pas confirmée à la lettre, elle s'est néanmoins avérée dans le sens non moins angoissant où la non-liberté – la dépendance par rapport à un appareillage qui s'est affranchi de la conscience de ceux qui le manient – étend universellement son empire sur les hommes<sup>15</sup> ». Pour cette raison, les marxistes dissidents se sont détournés de la théorie de la crise, traditionnellement comprise comme une contradiction entre *forces productives* et *rapports de production*, pour embrasser une théorie de l'aliénation, reposant sur la contradiction entre *potentialité* et *actualité* de la création de richesse sous le capitalisme<sup>16</sup>.

Rétrospectivement, on peut affirmer que les dissidents avaient tort de réfuter la « vieille théorie de la paupérisation » sur la base de quelques décennies de croissance exceptionnelle. Les marxistes des années 1960 ont vécu une époque marquée par la surabondance de biens, ouvrant la possibilité d'une libération massive du temps libre pour l'ensemble de la société – un potentiel qui ne pouvait se concrétiser en raison de la charge de travail pesant sur les individus. Dans une période de chômage extrêmement faible et d'un essor

---

13. Voir Raniero PANZIERI, « Capitalisme et machinisme » in QUADERNI ROSSI, *Luttes ouvrières et capitalisme d'aujourd'hui*, Paris, Maspéro, 1968 et Harry BRAVERMAN, *Travail et capitalisme monopoliste*, Paris, Éditions Sociales, 2023. Voir aussi, Paul ROMANO, « L'Ouvrier américain », in *Socialisme ou Barbarie*, n° 1, 1949, p. 78-89 [en ligne].

14. Adorno comme Debord voyaient tous deux le capitalisme sous gestion étatique comme le point de convergence de l'Est et de l'Ouest, sur la route d'une bureaucratisation d'un monde totalement administré.

15. Theodor W. ADORNO, « Capitalisme tardif ou société industrielle ? », *op. cit.*, p. 92.

16. Moishe POSTONE, *Temps, travail et domination sociale*, *op. cit.*, p. 50.

considérable des salaires réels, ces théoriciens pouvaient difficilement imaginer ce qui suivrait : au milieu des années 1970, le temps libre que recelait potentiellement la société ne s'est pas traduit par une expansion du règne de la liberté, mais par une crise de surproduction, associée à une croissance dramatique des taux de chômage et de sous-emploi. Ces tendances ont ouvert la voie, non pas à un renouveau et une transformation du mouvement ouvrier, comme l'imaginaient certains marxistes, mais plutôt à sa dissolution tendancielle.

Parce que le travail théorique de ces dissidents reposait en grande partie sur un rejet de la théorie de la paupérisation et des crises du capital, son utilité est aujourd'hui limitée pour expliquer les tendances actuelles des sociétés capitalistes. Depuis 1973, l'économie mondiale a connu une croissance bien plus faible qu'au cours des décennies 1950 et 1960. Dans les pays riches, des taux de chômage record ont persisté durant des décennies (comme en Europe) ou n'ont diminué qu'avec l'entrée des travailleurs dans des emplois précaires et peu payés – comme aux États-Unis et au Royaume-Uni. Dans les années 1990 et 2000, les pays européens ont suivi le monde anglo-américain sur la voie de la « flexibilisation » du travail. La faible demande en main-d'œuvre s'est accompagnée, dans tous les cas ou presque, d'une stagnation des salaires réels et d'une chute de la part des revenus du travail dans la richesse produite. La situation dans le reste du monde est encore plus dégradée.

À l'échelle mondiale, plus d'individus que jamais auparavant dans l'histoire de l'humanité dépendent de la vente de leur force de travail pour survivre, mais dans des conditions de ralentissement de la croissance, le développement économique se retrouve toujours davantage hors d'atteinte : la réussite d'un pays à bas revenus comme la Chine n'a pu se faire qu'au détriment d'autres pays pauvres. Une offre toujours croissante de main-d'œuvre fait ainsi face à une demande restée faible, plus faible encore que dans les pays à hauts revenus. De nombreuses personnes ne survivent qu'en travaillant dans le secteur informel : aujourd'hui, le travail informel représente la moitié de l'ensemble du travail non-agricole dans le monde <sup>17</sup>. Au niveau mondial

---

17. Juan R. DE LAIGLESIA & Johannes JÜTTING (éds), *Is informal normal? Towards more and better jobs in developing countries*, Paris, Éditions OCDE, 2009 et INTERNATIONAL LABOUR ORGANISATION, *Women and men in the informal economy : a statistical picture* (seconde édition), Genève, ILO, 2013.

également, la part des revenus du travail s'est effondrée<sup>18</sup>. Cependant, ces dernières décennies n'ont pas seulement été marquées par le retour de la misère, mesurée quantitativement par la stagnation des salaires, et qualitativement par l'accroissement de l'emploi précaire et la détérioration des conditions de travail.

Depuis la fin des années 1960 et le début des années 1970, la stagnation économique a été associée à un processus de *désindustrialisation* : les usines produisent toujours plus, mais elles emploient toujours moins de bras, aggravant une demande déjà déficitaire en main-d'œuvre dans l'ensemble de l'économie<sup>19</sup>. Au Royaume-Uni et aux États-Unis, la part de l'emploi industriel a chuté : elle était respectivement de 32 % et 24 % en 1970, et est passée dans les deux cas sous la barre des 10 % aujourd'hui. En Allemagne, l'emploi industriel est tombé de 40 % et 20 % au cours de la même période, et de 28 % à 12 % en France. La même tendance a également frappé les pays pauvres, qui ont connu une baisse « prématurée » de la part de l'emploi industriel, depuis des maximales déjà basses dans les années 1980 et 1990 (généralement moins de 20 % des emplois), pour atteindre moins de 15 % aujourd'hui<sup>20</sup>. Nombre d'usines depuis lesquelles s'était formée la pensée critique des dissidents des années 1960 ont mis la clé sous la porte.

## MISÈRE

Ces tendances composent la toile de fond sur laquelle nous avons opéré notre propre « retour à Marx », à partir des hypothèses échafaudées par les dissidents des années 1960, que nous avons reprises à notre compte en les rapportant à la théorie originale de Marx sur la paupérisation<sup>21</sup>. Il est essentiel de reconnaître en Marx un théoricien de la

---

18. Voir Loukas KARABOUNIS, Brent NEIMAN, « The global decline of the labor share », in *The quarterly journal of economics*, 129(1), 2013, p. 61-103.

19. Pour un bilan du phénomène selon l'idéologie dominante, voir Bob ROWTHORN, Ramana RAMASWAMY, « Deindustrialization : causes and implications », IMF Working paper, 97.42, 1997 et Dani RODRIK, « Premature deindustrialization », in *Journal of economic growth*, 21(1), 2016, p. 1-33.

20. Dans le même temps, une large proportion de la production manufacturière est toujours issue de petites entreprises informelles plutôt que d'usines importantes disposant de technologies avancées.

21. Voir « Misère et dette », dans le recueil ENDNOTES, *Histoire de la séparation*, Marseille, Sans soleil, 2024.

paupérisation *dans la mesure où*, précisément, il était un théoricien de la désindustrialisation. Marx voyait dans la tendance du capitalisme à la paupérisation – pour lui, tout autant qualitative que quantitative – un processus double de transformation de la production. Premièrement, au sein du processus de travail, le capital tend à remplacer le travail humain par la machinerie à un degré tel que le travail devient un simple « appendice » d'un processus objectivement organisé et fondé sur l'application technique du savoir scientifique. Deuxièmement, au sein du processus de valorisation, ce tournant dans la production se manifeste par un *déclin de la demande en travail industriel*, aboutissant à l'éjection hors de l'usine d'une force de travail rendue de plus en plus « superflue ». Cette dernière transformation entraîne un coup humain dévastateur dans un monde où l'immense majorité des individus ne dispose pour survivre que de la vente de sa force de travail : il devient encore plus difficile de trouver preneur pour cette capacité lorsque la demande en main-d'œuvre s'effondre, et la position des travailleurs employés s'en trouve fragilisée, ce qui affaiblit toute négociation individuelle ou collective. C'est la raison pour laquelle, dans une société capitaliste « l'accumulation de richesse à un pôle », celui du capital, est nécessairement « accumulation de misère » pour les travailleurs<sup>22</sup>.

Les dissidents des années 1960 ont ravivé l'intérêt pour une seule de ces deux transformations décrites plus haut : la réorganisation continue du processus de production, en vue de l'augmentation constante de la productivité du travail, selon une logique qui entraîne la restriction de la liberté des travailleurs. Au cours de l'émergence du capital, les biens manufacturés étaient le produit du travail d'artisans individuels, qui utilisaient des outils spécifiques à leur branche d'activité. Sous la pression de la concurrence, les capitalistes ont été contraints de décomposer pour recomposer le processus de production artisanale et le rendre ainsi modifiable suivant des améliorations constantes permettant une économie des coûts. Le travail a été, de la même manière, remplacé par celui des machines, puis par un complexe système de machinerie. Les travailleurs font, au cours de cette transformation, l'expérience d'un déplacement du centre vers les marges de la production, pour n'être plus que l'un des « appendices vivants » de la machine, auquel est confisquée « toute liberté d'action<sup>23</sup> ».

---

22. Karl MARX, *Le Capital*, livre I, Paris, PUF, 1993, p. 724.

23. *Ibid.*, p. 476.

Voilà pour l'aliénation du travailleur dans la sphère de la production, identifiée par les théoriciens des années 1960<sup>24</sup>. Pour Marx, la domination capitaliste s'incarne dans la forme-usine elle-même : une fois le processus de travail décomposé puis restructuré, « le caractère connexe de leurs travaux se présente face à eux sur le plan des idées comme un plan, mais concrètement comme l'autorité du capitaliste, comme le pouvoir d'une volonté étrangère qui soumet leur action à ses propres fins<sup>25</sup> ». Marx était donc un critique dialectique de la production industrielle, au sens où les moyens d'accroître la liberté humaine (les découvertes scientifiques) sont transformés en autant de moyens de domination (par leur application au processus de production capitaliste).

Marx a décrit cette transformation technique de la production, au sein d'un lieu de travail donné, comme un accroissement de la « composition technique » du capital : une plus grande quantité de moyens de production est mise en mouvement par chaque travailleur<sup>26</sup>. Ce processus se poursuit non seulement dans chaque branche de la production, mais, avec l'essor de l'industrie, se répand à l'ensemble de la société. De nombreuses techniques migrent des plus anciennes branches de la production vers les nouvelles, puisque les capitalistes s'approprient chaque innovation qui leur donne un avantage concurrentiel<sup>27</sup>. Avec le temps, de larges pans de l'appareil de production prennent les traits de la forme-usine. En parallèle, la société est remodelée dans sa totalité : des infrastructures massives facilitent les flux de marchandises, et ouvrent la voie au développement de nouvelles marchandises (au moyen de réseaux électriques ou de réseaux à haut débit, par exemple). Si ce processus d'amélioration technique de la production s'était arrêté là, cela aurait abouti, comme le pensaient les dissidents des années 1960, à une tension entre potentialité et réalité de la société capitaliste. Mais Marx a aussi annoncé que le constant développement

---

24. « au sein du système capitaliste [...] tous les moyens qui visent à développer la production se renversent en moyens de domination et d'exploitation du producteur, mutilent le travailleur jusqu'à en faire un homme partiel, le dégradent au rang d'accessoire annexe de la machine, détruisent par le tourment que lui crée son travail le contenu même de celui-ci, le privent en les transférant à autrui des potentialités intellectuelles du procès de travail, dans la mesure où la science est incorporée à ce procès comme une potentialité autonome. », *ibid.*, p. 724.

25. *Ibid.*, p. 373.

26. *Ibid.*, p. 686.

27. *Ibid.*, p. 704.

de la composition technique du capital se manifeste également dans l'accroissement de la « composition-valeur » du capital, c'est-à-dire l'augmentation des dépenses en moyens de production par rapport à la main-d'œuvre. Cette tendance conduit à une situation dans laquelle « la demande de travail [...] chute progressivement à mesure que s'accroît le capital global<sup>28</sup> ». Il y a plus de travailleurs poussés hors des anciennes lignes de production que de travailleurs embauchés dans les nouvelles branches. La désindustrialisation de la force de travail qui s'en suit est seulement ralentie dans la mesure où certaines branches, particulièrement dans le secteur hétérogène des services, sont réfractaires à l'introduction du machinisme<sup>29</sup>.

En raison de cette seconde transformation, l'essor du temps libre ne doit pas seulement se concrétiser dans une société socialiste future. Il est effectif *au sein de la société capitaliste* – sous la forme d'« oisiveté forcée » pour le plus grand nombre et d'un « surcroît de travail » pour les autres<sup>30</sup>. Les travailleurs se retrouvent donc pris au piège d'une contradiction en acte : la classe ouvrière « produit donc en un volume croissant les moyens de sa propre surnumération relative<sup>31</sup> ». Le drame auquel font face les travailleurs, c'est que même si leur travail n'est plus nécessaire, il leur faut tout de même trouver où vendre leur force de travail. Car, quelles que dégradées que soient les conditions sur le marché du travail, les prolétaires sont toujours contraints de trouver un salaire pour acheter le nécessaire à leur survie. Cette contrainte est reproduite par la structure même du rapport capital-travail, qui les enchaîne au travail salarié par les « fils invisibles<sup>32</sup> » de leur dépossession.

C'est sur cette base que Marx formule sa théorie de la « surpopulation relative », qui « existe dans toutes les nuances possibles » et inclut tous les travailleurs « durant les périodes où [ils] ne [sont] qu'à

28. *Ibid.*, p. 705.

29. *Ibid.*, p. 707, note 78. Sur le secteur des services, voir « Misère et dette » (dans le recueil *Histoire de la séparation*, *op. cit.*) et Jason E. SMITH, *Les capitalistes rêvent-ils de moutons électriques ?*, Caen, Grévis, 2021.

30. Karl MARX, *Le Capital*, *op. cit.*, p. 713.

31. *Ibid.*, p. 707.

32. *Ibid.*, p. 644 [NdT : sur la notion de « fils invisibles » et sur le pouvoir du capital comme « contrainte muette », voir Søren MAU, « Les "fils invisibles" du capital. Pour une théorie marxiste du pouvoir économique », in *A – M – A ?*, cahier n° 3, 2023/2, et, du même auteur, *Mute Compulsion* (titre provisoire), à paraître aux éditions Sans soleil (2024)].

demi occupé[s] ou pas occupé[s] du tout<sup>33</sup> ». Cette surpopulation est « relative » car son caractère surnuméraire fait référence aux besoins du capital, et non à la capacité de la société d'assurer ses besoins, comme chez Malthus. L'argument de Marx concernant la surpopulation relative est souvent tronqué par ses épigones qui ne tiennent compte que de l'une de ses formes, à savoir l'« armée industrielle de réserve » ou « flottante », embauchée au salaire en vigueur lors des phases d'expansion et licenciée au cours des récessions<sup>34</sup>. D'après cette théorie, l'éjection des travailleurs hors de la sphère de la production fonctionne comme un levier d'accroissement du taux d'accumulation du capital. Cependant, chez Marx, d'autres formes de population surnuméraire augmentent parallèlement à cette armée de réserve.

De nombreux travailleurs éjectés des branches de productions existantes ne retrouveront plus jamais d'emploi rémunérés au salaire moyen. Ils n'ont plus qu'un lien ténu au marché du travail. Ils rentrent de plain-pied dans ce que l'on appelle la part « stagnante » ou « consolidée » de la population surnuméraire, qui devient à son tour une fraction « qui se reproduit et se perpétue » elle-même en raison de la croissance démographique. Cette surpopulation stagnante travaille un nombre maximal d'heures pour une paie minimale dans des « branches d'exploitation propre » ainsi que dans le « travail à domicile<sup>35</sup> ». Il est essentiel de souligner que, pour Marx, même cette fraction appartient à l'« armée ouvrière active » : les travailleurs surnuméraires doivent travailler malgré la baisse de demande de main-d'œuvre et n'ont accès qu'à « une occupation extrêmement irrégulière<sup>36</sup> ». Dans le monde décrit par Marx (où il n'y a pas d'assurance chômage), ceux qui restent inemployés si longtemps qu'ils perdent toute capacité de travail sortent de la surpopulation relative pour sombrer dans la catégorie des « démunis », qui ne parviennent qu'à survivre qu'en mendiant leur pain quotidien et peuplent les asiles de nuit.

Cette tendance se manifeste par la réduction de la demande de main-d'œuvre, au fur et à mesure que le capital transforme un secteur après l'autre dans sa quête de productivité toujours accrue, conduisant à l'expansion de la surpopulation sous toutes ses formes.

---

33. *Ibid.*, p. 719.

34. *Ibid.*, p. 708, p. 719.

35. *Ibid.*, p. 721. Marx a également remarqué qu'en Angleterre, de son temps, il y avait plus de domestiques que d'ouvriers d'industrie, cf. *ibid.*, p. 501.

36. *Ibid.*, p. 721.

L'augmentation de la population surnuméraire aggrave également la situation de la classe ouvrière dans son ensemble : lorsque le marché du travail est léthargique, les travailleurs disposent de moins de pouvoir de négociation, car les risques encourus en cas de perte d'emploi augmentent sous l'effet du nombre de chômeurs à la recherche d'un emploi. Pour toutes ces raisons, Marx désigne la paupérisation comme la « loi absolue et générale de l'accumulation capitaliste<sup>37</sup> ».

Malgré le nom qu'il a donné à cette loi, il ne distingue pas de dimension absolue ou relative à la tendance du capital à la paupérisation. Il montre juste que, dans ce contexte, « la situation des travailleurs, quelle que soit la somme qu'on leur paie, qu'elle soit élevée ou non, ne peut pas ne pas s'aggraver<sup>38</sup> ». Ce qui implique, notamment, que la part du produit qui est attribuée au prolétariat diminue alors que les revenus de la société augmentent, sous l'effet de la diminution ou de la stagnation de la demande en travail par rapport à l'offre<sup>39</sup>. Dans des périodes de stagnation, un tel déclin relatif des conditions de vie devient absolu. Marx insiste, par exemple, beaucoup sur la plus faible sécurité de l'emploi associée au caractère de plus en plus jetable de la main d'œuvre : « plus la force productive du travail est élevée, plus la pression exercée par les travailleurs sur leurs moyens d'occupation est grande, et donc devient précaire la condition même de leur existence<sup>40</sup> ». La précarité grandissante de l'emploi, la concurrence élevée sur le marché du travail, et plus généralement, la colonisation de la vie par le travail ou les tentatives pour en trouver par tous les moyens définissent aujourd'hui l'existence de larges pans de la classe ouvrière

---

37. *Ibid.*, p. 723.

38. *Ibid.*, p. 724.

39. Les marxistes les plus orthodoxes des années 1960 (comme Hal Draper ou Ernst Mandel) défendaient Marx contre ceux qui méprisaient sa théorie de la « paupérisation » en montrant qu'il s'agissait d'une « paupérisation relative », un concept qu'Adorno a par la suite jugé « comique » (Theodor W. ADORNO, « Capitalisme tardif ou société industrielle ? » (1968) in *Sociologie ; intégration, désintégration*, Paris, Payot, 2011, p. 86 **TODD**). Pourtant, ces tentatives de réconciliation entre les prédictions de Marx et la réalité de l'après-guerre ont fini par déformer les deux. La vérité est que la croissance d'après-guerre était incompatible avec l'interprétation à la fois relative comme absolue de la thèse de Marx, puisqu'au milieu du siècle on a, en réalité, assisté à une forte augmentation de la part du revenu national distribuée à la classe ouvrière dans les pays avancés. Ce n'est qu'au cours des quarante dernières années que des formes relatives (et parfois absolues) d'appauvrissement ont commencé à réapparaître.

40. Karl MARX, *Le Capital*, livre I, *op. cit.*, p. 724.

contemporaine – alors que la société dans son ensemble continue de produire toujours davantage, et toujours plus efficacement, de richesse matérielle. Ces éléments déterminent la lutte des classes actuelle.

## **SOLDE DE TOUT COMPTE**

L'analyse ci-dessus conduit à un paradoxe. À la fin des années 1960, les luttes ouvrières ont connu une montée en puissance. En leur sein, une minorité de travailleurs pratiquait, en acte, la critique du travail – dans les usines et dans les rues – que les dissidents décrivaient en théorie. On aurait donc pu s'attendre à ce que le retour des tendances à la crise favorise et amplifie la critique théorique et pratique de la société capitaliste : la paupérisation à l'œuvre se serait accompagnée d'un renouveau du mouvement ouvrier comme force révolutionnaire. En réalité, c'est l'inverse qui s'est passé. Les années 1980 et 1990 ont vu la mort du « socialisme réellement existant », la capitulation des partis ouvriers réformistes devant les demandes du capital et la déroute du mouvement ouvrier organisé – sans que n'émerge un autre mouvement des travailleurs à la base pour prendre sa place. Au niveau économique le plus fondamental, le capitalisme échoue dorénavant à tenir ses promesses, mais cette nouvelle ère de crise profonde du capitalisme s'accompagne d'une crise plus radicale encore de toute opposition pratique à son règne.

Ces tendances ont conduit nombre de révolutionnaires à un profond pessimisme quant à la possibilité même de l'émancipation humaine : le moment de la réalisation de la philosophie, comme le craignait Adorno, a peut-être été *définitivement* manqué. Le mouvement ouvrier est en retrait depuis plus de quarante ans déjà. Même les pays qui ont connu un essor des luttes de travailleurs organisés, comme en Afrique du Sud, en Corée du Sud ou Brésil, sont aujourd'hui à l'unisson de la même ritournelle néolibérale. Un tel revirement sur toute la surface du globe ne peut s'expliquer par de simples contingences de la lutte de classes dans tel ou tel pays. Pour comprendre la dissolution tendancielle du mouvement ouvrier à l'ère de la désindustrialisation, il faut revenir aux fondements sociaux de son expansion à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>41</sup>. Il est primordial, pour ce faire, de reconnaître que Marx avait

---

41. Sur les différents aspects évoqués dans cette partie, voir « Vie et mort du mouvement ouvrier », dans le recueil ENDNOTES, *Histoire de la séparation*, *op. cit.*

tort en ce qui concerne les tendances de l'accumulation capitaliste au cours du siècle qui s'est écoulé après la publication du *Capital*.

Les économies européennes de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, loin de se désindustrialiser, ont poursuivi leur trajectoire d'industrialisation. De plus, la seconde révolution industrielle a marqué un tournant dans la nature du capitalisme, ouvrant la voie à des possibilités politiques que Marx n'avait pas anticipées. L'essor de l'automatisation, qu'il avait entrevu, s'est trouvé associé à une expansion massive de l'emploi dans l'assemblage des produits de l'industrie, ce que Marx n'avait pas prévu<sup>42</sup>. La position du travailleur au sein du processus de production n'a donc que partiellement été marginalisée ; les ouvriers ont conservé une certaine « liberté d'action » dans leur travail, qui a pu servir de base à leur pouvoir dans l'usine. En effet, de plus en plus d'ouvriers d'industrie actionnaient d'énormes masses de capital fixe, ce qui leur conférait, potentiellement, un puissant levier au niveau de la production. Les ouvriers pouvaient user de celui-ci pour renverser la société capitaliste, s'ils parvenaient à se réunir effectivement en une classe combattant pour ses intérêts communs.

Dans le *Manifeste communiste*, Marx et Engels suggèrent que l'expansion de la production industrielle produira automatiquement l'unification des travailleurs. Marx renouvelle cet argument dans le *Capital* : au cours du développement capitaliste, la classe ouvrière est non seulement « en constante augmentation », mais elle est également « formée, unifiée, et organisée par le mécanisme même du procès de production capitaliste<sup>43</sup> ». Cependant, comme nous l'avons vu plus haut, *Le Capital* développe également une théorie de la domination capitaliste dans l'espace de la production, qui laisse penser que la réunion des travailleurs dans les usines a des conséquences paradoxales sur le pouvoir de classe. La forme-usine ne permet pas seulement une augmentation constante de la productivité, elle rend aussi possible une recomposition du processus de travail selon les impératifs du capital en matière de commandement et de contrôle.

Pour cette raison, l'expansion de la main-d'œuvre industrielle n'avait que peu de chances d'ouvrir la voie à une *unité effective et réelle* des travailleurs, qui leur aurait permis de se saisir des leviers du pouvoir pour ensuite renverser toute la société. L'atomisation des

---

42. Voir, « Misère et dette », in *Histoire de la séparation*, *op. cit.*

43. Karl MARX, *Le Capital*, livre I, *op. cit.*, p. 856.

travailleurs, leur concurrence sur le marché de l'emploi, s'est peu à peu répandue dans l'usine. La domination du capital sur le travail s'est trouvée renforcée par l'organisation et la conception de la production industrielle. En effet, les capitalistes sont parvenus à étendre les divisions qui sévissaient sur le marché du travail pour les faire entrer dans le lieu de travail. Les ouvriers ont ainsi été séparés en fonction du genre, de la langue, de la religion ou des coutumes régionales. De nouvelles différences sont venues s'ajouter à celles-ci : la race et la nationalité, ainsi que les hiérarchies mouvantes mais toujours renouvelées de formation et de qualification. L'unité des travailleurs est restée, en ce sens, et, pour l'essentiel, une *unité-dans-la-séparation* : une unité médiée par le capital et qui ne constitue donc pas une arme utilisable dans la lutte pour l'autonomie face au capital.

Dans ces conditions, le projet de réalisation de l'unité réelle de la classe, en tant que classe, ne pouvait être qu'un projet politique : le programme du mouvement ouvrier. Ce mouvement était lui-même scindé en différentes tendances (anarchistes, syndicalistes, socialistes, communistes et autres orientations diverses). Cependant tous ces groupes avaient un même objectif en commun : organiser les travailleurs sur la base de l'affirmation de leur position de classe (une identité positive de travailleurs, quels que soient leur âge, leur sexe, leur religion, leur nationalité, leur race ou leur qualification), afin qu'ils puissent exercer le pouvoir dont ils étaient implicitement les détenteurs au niveau de la production. Le projet du mouvement ouvrier a connu de nombreux succès : il a permis l'amélioration des conditions d'achat/vente de la force de travail, et a protégé dans une certaine mesure les travailleurs des conséquences de la marchandisation de leur capacité de travail. Le mouvement ouvrier a également constitué le cadre des soulèvements révolutionnaires de la période 1917-1923. Cependant, il a ainsi créé, tendanciellement, non pas l'unité réelle qu'il ambitionnait d'atteindre, mais un *ersatz* d'unité, fortement bureaucratisé. Les travailleurs sont restés unis, mais dans la séparation, à laquelle s'est dorénavant ajoutée la séparation entre les ouvriers et leurs organisations, partis et syndicats ouvriers notamment.

Ce mouvement ne pouvait pas survivre aux transformations de la production qui ont ravivé les contradictions fondamentales des sociétés capitalistes au cours des années 1970. Une certaine philosophie de l'histoire, affirmant que l'unité effective des ouvriers (bâtie peu à peu, dans leurs luttes quotidiennes) se réaliserait un jour, était

cruciale pour l'élan organisationnel du mouvement, un processus que décrivaient Marx et Engels : « L'accumulation du capital » serait donc « en même temps augmentation du prolétariat<sup>44</sup> ». L'industrialisation devait être le moteur de la victoire ouvrière encore embryonnaire, car elle viendrait grossir les rangs du prolétariat industriel, tout en renforçant son unité et son pouvoir dans la sphère de la production. Le mouvement ouvrier défendait donc, et encourageait même, le processus de prolétarianisation, l'exode des paysans vers un système industriel en perpétuelle expansion, afin de renforcer le pouvoir de classe. Ce mouvement incitait également à moderniser le processus de production, partout où c'était possible.

Les militants entrevoyaient un futur proche dans lequel les ouvriers d'industrie formeraient la majorité de la population, et façonneraient ainsi la société selon leur volonté. Le début de la désindustrialisation dans les années 1970 a infirmé cette conception fondatrice du développement historique. La classe ouvrière industrielle, qu'elle croisse ou diminue dans tel ou tel pays, représente dorénavant, partout dans le monde, une part en recul de la force de travail totale. De plus en plus de travailleurs se retrouvent rejetés hors des murs de l'usine, en attente. Ces travailleurs non-industriels n'ont aucun pouvoir ou presque au niveau de la production. Leur travail est de plus en plus superflu face aux exigences d'un vaste processus de production technoscientifique. L'atomisation – l'unité-dans-la-séparation du capital – a finalement vaincu les tendances de l'usine à la collectivisation, même là où le mouvement ouvrier a renforcé ces tendances par son activité.

En raison de ces transformations continues du processus de production, les travailleurs identifient de moins en moins leur travail comme étant la médiation essentielle de leur rapport à la société dans son ensemble. De nombreux prolétaires ne partagent plus le sentiment de donner forme au monde par leur activité productive, ou de contribuer à la société par leur travail. Ils ne croient plus, suivant en cela leur expérience, que leur vie serait radicalement transformée, pour le meilleur, s'ils devenaient les gestionnaires de leurs lieux de travail. Hors des secteurs moins mécanisés, comme la santé et l'éducation, l'autonomie ouvrière – l'autogestion du processus de travail – n'est

---

44. *Ibid.*, p. 688. Dans une note à cette proposition, Marx définit le prolétariat comme celui qui valorise le capital et « qu'on jette sur le pavé dès qu'il n'est plus indispensable pour les besoins de valorisation » (*ibid.*, p. 688, note 70), entrevoyant son analyse d'un déclin de la demande de travail qu'il développera 15 ans plus tard (*ibid.*, p. 705).

plus un but à atteindre. Seule la libération du fardeau du travail, dans l'intérêt de la vie, semble désirable.

En effet, dans le secteur des services, formel comme informel, où les salaires sont bas, la plupart des travailleurs préféreraient voir leur emploi disparaître purement et simplement, et leurs lieux de travail rasés, s'ils avaient la possibilité de survivre sans le salaire que ces postes fournissent. C'est la raison pour laquelle ces travailleurs ne voient dans leur position de classe ni identité positive à affirmer ni projet politique, et ce alors même que les divisions ayant fracturé le précédent mouvement ouvrier, telles que la langue, le dialecte, la culture, les identifications religieuses ou nationales, ont été réduites. Mais une séparation de plus en plus centrale a pris le relais : celle qui oppose une fraction relativement protégée mais en constante diminution, composée de travailleurs souvent syndiqués, et une fraction en constante augmentation, constituée des travailleurs les plus précaires et les moins garantis. Cette division essentielle épouse les contours, et renforce d'une manière souvent explosive, d'autres clivages, suivant le statut légal, la race et le genre.

Si les catégories de la société capitaliste – le travailleur, tout d'abord, mais aussi l'usine – apparaissaient auparavant comme détentrices d'un contenu libérateur, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Le « noyau de liberté » que recelaient ces catégories s'est volatilisé dans un monde où, au cœur de la production, le travail humain direct a été remplacé par l'application technique du savoir scientifique. Les travailleurs ne peuvent donc plus affirmer leur position de classe au sein de cette société comme fondement d'un projet d'émancipation à venir. Ils ne parviennent pas à réaliser leur unité effective entre les murs d'une usine qui ne cesse de s'étendre. Au contraire, les usines qui restent, qui emploient encore une minorité de prolétaires, ne sont qu'une manifestation supplémentaire de ce qui les sépare : la production et l'échange marchands. Les travailleurs sont contraints de trouver leur unité effective ailleurs, comme êtres humains, *au-delà des catégories d'une société qui fait du travail le premier lien social.*

## LUTTE

Arrivé à ce stade, il est crucial de rappeler que le déclin du mouvement ouvrier traditionnel ne signifie en aucun cas la dissolution du prolétariat. Au contraire, même, davantage d'individus que jamais auparavant

dans le monde sont contraints de vendre leur force de travail ou le produit de leur travail pour survivre, mais dans des conditions où la demande en main d'œuvre est toujours plus restreinte. C'est précisément pour cette raison que les contradictions de la société capitaliste pèsent avec autant de force sur les prolétaires, les réduisant à la pauvreté et conduisant à un essor considérable de la richesse comme de la misère. Le prolétariat reste, par la même occasion, dans sa lutte antagonique contre le capital, la seule force capable de dissoudre cette société dans un sens émancipateur.

Cependant, la lutte de la classe ouvrière est aujourd'hui différente de celle du passé – elle se situe au-delà du mouvement ouvrier, au-delà d'un monde dans lequel les catégories d'*ouvrier* et d'*usine* avaient un contenu libérateur. Aujourd'hui, peu de travailleurs perçoivent leur condition de classe comme le fondement d'un projet collectif de transformation sociale. Dans ce contexte, les luttes hors du lieu de travail sont souvent celles qui s'imposent et gagnent du terrain. Au cours de celles-ci, les prolétaires ne s'identifient pas comme travailleurs. Ils cherchent à tâtons d'autres positions, *extérieures à leur existence de travailleurs*, pour dépasser les antagonismes internes à la classe, afin d'affermir leur antagonisme face au capital et à l'État.

Ce tournant nous impose de repenser les termes de la lutte des classes, de les délier de toute identification nécessaire avec la lutte pour de meilleurs salaires et conditions de travail sur le lieu de travail<sup>45</sup>. Une notion de lutte de classes ainsi reconstituée doit partir des propositions suivantes<sup>46</sup>. Les travailleurs parviennent périodiquement à se défendre face aux assauts du capital, depuis leur position d'atomisation dans la société capitaliste (c'est-à-dire leur *unité-dans-la-séparation*), sur

---

45. Il faut noter que de nombreux théoriciens du mouvement ouvrier situaient également la lutte des classes hors des murs de l'usine. Pour Lénine, cet élargissement dépendant du rôle nécessaire des militants du parti, dans leur lutte spécifiquement « politique ». Pour Luxemburg, plus proche de notre argumentaire, la « grève de masse » représentait l'explosion synthétique de la lutte des classes, dans la rue et sur les lieux de travail. Cependant pour Luxemburg, comme pour les communistes de conseil, ce type d'actions de masse, spontanées, débordaient de l'enceinte de l'usine. Aujourd'hui la question est plutôt celle de déborder vers les lieux de travail. Voir Vladimir I. LÉNINE, *Que faire ?*, Montreuil, Science marxiste, 2019, Rosa LUXEMBURG, « Grève de masse, parti et syndicat » (1906), in *Réforme sociale ou Révolution ? Grève de masse, parti & syndicats*, Paris, La Découverte, 2001, et Anton PANNEKOEK, *Les conseils ouvriers*, Paris, Spartacus, 2010.

46. L'analyse présentée ici s'appuie sur ENDNOTES, « Spontaneity, Mediation, Rupture », *Endnotes*, n° 3, 2013.

le lieu de travail comme dans la société, en formant une puissance collective, bien que temporaire. Les travailleurs doivent donc, pour ce faire, inventer en permanence de nouvelles tactiques, de nouveaux contenus et de nouvelles formes à leur lutte, que nous ne sommes pas en capacité de prédire à l'avance.

Au cours de ces luttes, le pouvoir des travailleurs découle de leur capacité collective à entraver les flux de la société capitaliste, dans les usines et en-dehors, au moyen de la grève, de l'occupation, de l'émeute, ou du blocage. Avec l'avènement d'une société capitaliste toujours plus complexe, les nœuds de blocage possibles se sont multipliés : certains résident toujours dans la sphère de la production, mais d'autres sont situés hors de celle-ci - dans la distribution comme dans la consommation. Les prolétaires ont ainsi, parfois, réussi à entraver par leur activité, le bon fonctionnement de l'une de ces sphères, pour y construire ainsi, temporairement, une puissance collective. Lorsqu'ils agissent de la sorte, les travailleurs se retrouvent contraints de se rassembler hors des catégories selon lesquelles ils sont organisés dans la société capitaliste. Ils doivent s'unir entre fractions de la classe habituellement séparées, notamment entre franges à l'emploi relativement assuré et bien rémunéré et secteurs plus précaires.

C'est seulement par l'extension de cette activité d'entrave du bon déroulement de la normalité capitaliste à l'ensemble de la société que les travailleurs peuvent faire avancer leurs luttes. Cette activité suppose de l'organisation collective, formelle ou informelle, qu'elle perdure ou s'évanouisse aussi vite qu'elle est apparue. Quoi qu'il en soit, une telle activité de bouleversement de la reproduction du capital est risquée et suppose donc un haut niveau de coordination, qui n'a que rarement été atteint, et souvent pour une très courte durée. Une coordination de cette ampleur n'est possible que si une telle organisation est responsable devant ses membres et donc capable de maintenir la confiance nécessaire pour poursuivre son activité. D'après notre définition, la lutte des classes a lieu partout où les prolétaires déploient une activité de perturbation massive des circuits du capital, sous l'égide d'organisations forgées à cette fin (au cours des luttes elles-mêmes). Ces actions de déstabilisation peuvent être décrites comme *des luttes ouvrières auto-organisées*.

La limite à laquelle se confrontent les différents segments sociaux et les travailleurs atomisés au cours de ces luttes auto-organisées est un élément fondamental dans le projet d'en finir avec toute société

de classes. Cette limite essentielle est l'impossibilité de construire une puissance collective à travers les différentes fractions de la classe, en l'absence d'une identité ouvrière partagée et d'un projet commun. Les autonomes italiens ont décrit cette limite au pouvoir de classe en termes de décomposition et de recomposition de la classe ouvrière dans les différentes périodes de l'histoire capitaliste. Selon eux, la constante transformation technique du processus de production contraint les anciens modes d'organisation de la classe en lutte à disparaître, car désormais obsolètes (ils considéraient que ces transformations techniques étaient avant tout politiques, question sur laquelle nous sommes en désaccord avec eux). Les ouvriers devaient donc rentrer dans une phase de recomposition politique, sur la base de la nouvelle organisation technique de la production. Ainsi, « l'ouvrier qualifié » a laissé la place à « l'ouvrier-masse », qui a son tour, selon certains théoriciens, a disparu au profit de « l'ouvrier social » et de « la multitude<sup>47</sup> ». L'essor de la désindustrialisation marque selon nous la fin de ce cycle. La classe a été décomposée, fragmentée, segmentée, sans possibilité d'une recomposition autour d'une nouvelle identité ouvrière, quelle qu'elle soit.

Les prolétaires doivent aujourd'hui faire face au *problème de la composition*, cette limite fondamentale de leur activité de lutte. L'existence même des prolétaires comme classe n'apparaît plus comme le fondement d'un pouvoir possible, mais comme l'obstacle principal à leur puissance. Au cours de leurs luttes, il leur est impossible de construire un nouveau monde sur la base des catégories de l'ancien – *l'unité-dans-la-séparation* de la classe ouvrière au sein de la société capitaliste actuelle. Il ne s'agit pas de dire qu'il n'y a plus d'ouvriers d'industrie, mais plutôt que ceux qui restent ne représentent plus la pointe avancée de la classe, derrière laquelle les intérêts de l'ensemble des travailleurs trouveraient leur unité. Les différentes populations surnuméraires du globe ne constituent pas davantage, quelle que soit leur essor dans la population, un pôle positif à affirmer au sein de l'activité de classe, car elles sont en réalité la négation de tout pouvoir de classe au sein de la société capitaliste. Les termes d'après lesquels les prolétaires trouvaient leur unité, par le passé, ne sont plus disponibles, même si le besoin d'unification reste l'enjeu de chaque lutte. Le problème de la composition est donc la question

---

47. Voir Steve WRIGHT, *A l'assaut du ciel*, Genève, Entremonde, 2022.

révolutionnaire contemporaine. La confrontation des travailleurs avec cette limite fondamentale de leur activité de lutte – ou plus exactement : la formalisation de cette limite, la reconnaissance de plus en plus partagée qu'elle constitue une limite – sera la condition de toute réémergence du mouvement communiste.

C'est dans ce contexte que la lutte des classes actuelle invente constamment de nouvelles catégories, extérieures à celles du mode de production, qui anticipent mais ne parviennent pas à faire renaître un mouvement communiste. Le mouvement des mouvements, le black bloc, les *indignados*, les 99 %, la *democracia real*, le mouvement pour les vies noires, Nuit debout, etc. – autant de catégories de la lutte de classes qui se placent au-delà du monde du travail. En produisant ces catégories, les travailleurs contournent le problème de la composition qui entrave leur activité : ils attaquent ce monde comme s'ils étaient extérieurs, tout en étant bien sûr partie prenante de celui-ci. Le problème, c'est que leur extériorité idéale ne peut se réaliser qu'à condition d'attaquer les bases matérielles de cette société. Par le passé, les luttes avaient la possibilité de déborder les murs des usines, pour aller vers une révolution de l'ensemble des sphères de la vie sociale. Aujourd'hui, les luttes font face à leur incapacité à pénétrer *dans* les lieux de production – une rupture qui reste une condition fondamentale de tout projet d'abolition de la société de classe et de production du communisme.

Bien évidemment, nous sommes loin de connaître une période dans laquelle les luttes sont suffisamment intenses pour remettre en cause le règne du capital. La perspective esquissée ici reste donc du domaine de l'anticipation. Cependant, si le marxisme est une théorie de la *pure immanence*, alors il nous faut adosser les fondements de notre critique sur les contradictions internes à cette société, mais il nous faut également ancrer notre critique dans la période historique que nous habitons, et dans laquelle se développent ces contradictions. Tout comme le temps libre toujours plus grand de cette société n'est pas uniquement un potentiel à réaliser dans l'avenir, mais également l'effectivité d'une société de surtravail pour certains et de sous-emploi pour d'autres, la critique de cette société ne peut être simplement une potentialité de *notre* théorie – elle doit également devenir effective dans la théorie et la pratique du prolétariat.

## CRISE

Dans cette section et dans la suivante, nous nous attachons à deux autres manières de spécifier davantage la lutte des classes au présent. On pourrait nous reprocher, à juste titre, que la plupart des travailleurs aujourd'hui n'identifient pas le rapport au capital comme la source de leur appauvrissement, même lorsqu'ils sont engagés dans des luttes auto-organisées. Lorsque le terme « capitalisme » est utilisé pour désigner ce qui doit être dépassé, c'est le plus souvent pour désigner les entreprises qui disposent d'une influence hors du commun sur la politique, plutôt que pour attaquer l'échange marchand généralisé. Ces travailleurs énoncent une critique limitée du capitalisme – le plus souvent comme *capitalisme de connivence*. Il répondent donc aux apparences, plutôt qu'à l'essence, de la crise capitaliste. Nous devons donc nous poser la question suivante : pourquoi l'essence (la crise capitaliste) revêt cette forme (capitalisme de connivence) ?

La crise du capitalisme est, à son niveau le plus fondamental, crise de la *désintégration du rapport capital-travail*. Dans la période d'après-guerre, des décennies de croissance de la productivité ont finalement abouti à une large surproduction, qui s'exprime dans les problèmes persistants de rentabilité en berne dans le secteur industriel. La chute des profits dans les années 1960 et 1970 a entraîné le déclin du taux de réinvestissement des surplus, et donc de faibles niveaux d'accumulation du capital et de croissance économique. Dans les années 1980, la stagnation est devenue la nouvelle norme, associée à une désindustrialisation toujours en cours. Comme nous l'avons dit plus haut, les travailleurs en excès sont éjectés en masse de leurs postes précédents mais ne trouvent pas facilement de nouveaux emplois (en parallèle, les jeunes continuent à entrer sur un marché du travail déjà saturé). Il nous faut ajouter ici que *des problèmes similaires touchent, de son côté, le capital*. En suivant Marx, nous avons décrit ailleurs cette tendance comme « excédent de capital accompagné d'une population excédentaire<sup>48</sup> ». Le capital excédentaire ne peut être investi sans entraîner une aggravation de la surproduction et donc exercer une pression supplémentaire sur la rentabilité.

Ce processus débouche sur une suraccumulation de capitaux. Afin d'éviter l'apparition d'une dépression profonde et durable, qui se

---

48. ENDNOTES, « Misère et dette », in *Histoire de la séparation*, op. cit., p. 196.

traduirait par un effondrement de la valeur des capitaux, les États et les banques centrales ont entrepris une action concertée pour faire baisser les taux d'intérêt, ce qui a permis d'atténuer la pression générée par la baisse des taux de profit. Le système a ainsi pu continuer à fonctionner, mais au détriment de tendances à la stagnation déjà existantes<sup>49</sup>. La tâche de l'État a ici été facilitée par l'absence de résolution du problème de suraccumulation sous-jacent. C'est-à-dire qu'une offre persistante de capital en excès demeure, tirant les taux d'intérêt à long terme vers le bas. Face à un manque d'opportunités d'investissement, de vastes quantités de capitaux spéculatifs parcourent l'économie mondiale, générant un crédit bon marché au milieu du marasme économique. Les taux d'intérêts en chute libre pèsent sur le déroulement de la crise capitaliste de deux manières.

Premièrement, les faibles taux d'intérêt ont permis aux gouvernements, aux entreprises et aux ménages de répondre à une croissance économique en berne par l'endettement. Les ratios dette/PIB ont explosé au cours des dernières décennies. La capacité d'endettement à des taux faibles des différents acteurs à travers l'économie a atténué le cours de la crise. Bien sûr, les inquiétudes quant à la capacité des différents débiteurs à rembourser leurs obligations sont de plus en plus pressantes au fur et à mesure qu'augmentent les taux d'endettement. En effet, les prêts sont concédés sur la base d'une promesse d'augmentation des revenus des débiteurs, qui leur permettront de rembourser leurs emprunts. Mais on n'a pas assisté à une telle croissance des revenus. Malgré tout, l'offre de crédit continue à excéder la demande. Que peuvent faire les créanciers sinon se ronger les sangs ?

Deuxièmement, la même tendance a provoqué l'inflation puis la déflation périodique de bulles d'actifs, conduisant à de multiples crises financières qui ont secoué le système capitaliste en son cœur. La financiarisation du capital n'a, finalement, pas été une bénédiction pour les firmes financières au sens le plus simple du terme<sup>50</sup>. Le gain de ces entreprises est fondé sur la différence entre le taux d'intérêt qu'elles font payer sur les prêts à long-terme et les taux d'intérêt qu'elles déboursent elles-mêmes à leurs investisseurs à court terme.

---

49. Voir Anwar SHAIKH, « The First Great Depression of the 21st Century », in Leo PANITCH, Greg ALBO, Vivek CHIBBER (éds), *Socialist Register 2011 : The Crisis This Time*, New York, Monthly Review Press, 2011.

50. Voir Robert BRENNER, « What Is Good for Goldman Sachs Is Good for America : The Origins of the Current Crisis » (2009) [en ligne].

En raison de la compression de la différence entre taux d'intérêt à long terme et à court terme, elle-même causée par la suraccumulation, les firmes financières doivent compenser le manque à gagner en prenant des risques toujours plus grands. L'appétit des investisseurs institutionnels pour le risque n'a pas grandi au même rythme que le besoin de vendre des firmes financières, qui sont donc devenus des innovateurs fanatiques, offrant de nouveaux « instruments » financiers pour masquer ces risques. En conséquence, les firmes financières obtiennent des taux de retour qui sont exceptionnellement hauts, bien qu'auparavant standards. Des paris extrêmement risqués, perpétuellement recommencés, entraînent périodiquement des pertes catastrophiques, qui conduisent à leur tour à des crises<sup>51</sup>.

La pire d'entre elles est, jusqu'à présent, la crise financière de 2008, qui a été suivie d'une profonde récession et de l'envolée des taux de chômage et de sous-emploi à travers le monde. Face à cette situation, les gouvernements des pays à haut revenus se sont mobilisés pour empêcher la récession de se transformer en dépression. Mais en agissant ainsi, ils se sont retrouvés confrontés à une double contrainte [*double bind*]. Il leur fallait, d'un côté, renflouer les firmes financières, par le transfert d'énormes quantités d'argent à des acteurs qui avaient, pour la plupart d'entre eux, fait une série de mauvais paris – transformant du même coup, et rétroactivement, ces paris désastreux en bons placements. Parmi d'autres palliatifs pris par les gouvernements, ces transferts de fonds ont été extrêmement onéreux. En 2008, de l'autre côté, les gouvernements avaient déjà amassé des dettes massives par rapport au PIB : depuis les années 1970, ils ont dépensé des sommes faramineuses pour maintenir à flot leurs économies déclinantes<sup>52</sup>.

En raison de ces contraintes, les gouvernements ont dû prendre des mesures irrationnelles en apparence. Ils ont soutenu financièrement les banques à hauteur de milliers de milliards de dollars, mais, dans le même temps – afin de contrôler les niveaux d'endettement dans un contexte de ratios dette/PIB élevés, déjà inquiétants – ils imposèrent l'austérité à leurs citoyens. Cette austérité n'était pas limitée aux plus précaires parmi la population : elle a frappé la santé publique et

---

51. *Ibid.*

52. Voir Wolfgang STREECK, « How Will Capitalism End ? », in *New Left Review*, 87, mai-juin 2014, p. 42 sq.

l'éducation et entraîné des licenciements massifs de fonctionnaires. Pourquoi les gouvernements ont-ils renfloué des banquiers peu scrupuleux tout en faisant souffrir des gens innocents qui n'avaient rien à voir avec ces crimes ? Cette politique était, du point de vue de l'économie capitaliste, parfaitement sensée : la restauration du taux de profit devait primer sur toute autre considération. Cependant, les gens modestes percevaient l'action des gouvernements d'une toute autre manière. La seule explication du soutien apportée aux banques alors que dans le même temps les gouvernements imposaient l'austérité au reste de la population était que *les gouvernements avaient perdu leur capacité d'action rationnelle* : ils étaient la proie des banquiers. Les travailleurs ont pris la rue pour demander que l'État se libère de l'emprise des copinages capitalistes : les gouvernements devaient renflouer le porte-feuilles des gens et imposer l'austérité aux banques ! Les travailleurs répondaient, en l'occurrence, à la forme d'apparition de la crise capitaliste en temps de crise financière. Voir la situation autrement supposerait que les travailleurs s'attardent sur la crise plus fondamentale du capital, qui a non seulement transformé, mais aussi sévèrement limité l'action de l'État.

Une critique plus fondamentale du capitalisme a la possibilité de se généraliser aujourd'hui, soit dans le contexte d'une stagnation persistante de l'économie, ou à cause du déclenchement d'une crise plus profonde, qui menace toujours, tandis que les gouvernements perdent leur capacité d'action concertée. Dans un cas comme dans l'autre, les limites de l'action de l'État ne manqueraient pas d'apparaître. La conscience de ces limites émerge déjà selon trois modalités. Premièrement, le débat public autour de l'informatisation et de la robotisation, bien qu'il mystifie les causes de la crise actuelle du monde du travail, aboutit cependant à dire que cette crise est insurmontable dans les conditions des économies capitalistes. Deuxièmement, on constate une conscience publique grandissante du fait que, depuis les années 1970, les économies capitalistes avancées ont eu tendance à stagner à un degré toujours plus préoccupant, sans avoir pour autant une explication claire des raisons de ralentissement. Troisièmement, et c'est peut-être le plus important, une peur grandissante se fait sentir face aux effets d'un dérèglement climatique que les économies capitalistes sont incapables de résoudre malgré la menace existentielle qui pèse sur l'humanité.

Dans ces conditions, il est possible d'imaginer que des luttes

futures, si elles atteignent l'ampleur et la portée nécessaire, offriront le contexte dans lequel un nouveau mouvement communiste pourrait s'épanouir. Un tel mouvement n'attendrait plus de l'État qu'il restaure les conditions de la croissance. À la place, il tenterait de résoudre la question de la coordination qui limite les luttes en reliant entre eux les fragments du prolétariats – syndiqués, diplômés en cours de déclassement, travailleurs des services sans perspectives de carrière, programmeurs informatiques, jeunesse précaire, migrants et réfugiés, militants – en une vaste attaque contre les conditions de leur séparation, c'est-à-dire, *contre les conditions mêmes de leur existence en tant que classe*. Cette question demeure impossible à résoudre sur la base des luttes actuelles. Cependant, dans l'histoire, la discontinuité est la règle plutôt que l'exception : les périodes de réactions sont soudainement bouleversées par l'émergence de nouvelles séquences d'agitation révolutionnaire, qui semblaient impossibles quelques années plus tôt.

## POLITIQUE

Il nous faut cependant reconnaître que les luttes sociales peuvent emprunter d'autres voies, plus probables. Actuellement, des populations fortement atomisées, tourmentées par l'austérité, le chômage et les expulsions, rompent avec leur passivité et se soulèvent *dans les termes mêmes de leur atomisation*. À travers divers contextes nationaux, une rage incandescente contre la classe politique – contre leur gestion de la crise et de ses suites – a donné naissance à plusieurs vagues successives de luttes collectives, centrées sur des revendications anti-austérité et un large sentiment d'opposition aux gouvernements, qui tentent, à bien des égards, de surmonter cette atomisation. Entre 2010 et 2016, des mouvements extra-parlementaires ont touché la Tunisie, l'Égypte, l'Espagne, la Grèce, l'Irlande, le Royaume-Uni, les États-Unis, le Québec, le Chili, la Turquie, le Brésil, la Bosnie, l'Ukraine, Hong-Kong et la France. Mais ces mouvements se sont tous dissipés après quelques mois, sans altérer sensiblement les conditions de la crises ou les réponses adoptées par l'État<sup>53</sup>. À la fin de ces mouvements, certaines de leurs forces dispersées se sont regroupées, pour entrer dans l'arène politique qu'elles dénonçaient auparavant comme intégralement corrompue.

---

53. Voir « The Holding Pattern », *Endnotes*, n° 3, 2013. Voir aussi, Paul MASON, *Why It's Kicking Off Everywhere*, Londres, Verso, 2012.

L'abandon continu de la politique comme espace de conflit réglé a, pour finir, créé une brèche inattendue pour ce tournant « politique » au sein des mouvements extraparlimentaires : la démobilisation de la société a facilité l'émergence de quiconque voudrait mobiliser une partie de la population pour se hisser au centre du jeu politique, malgré les doutes qui subsistent sur la réelle capacité d'action d'une telle stratégie. Dans le même temps, de nouveaux partis de droite, repoussés aux marges de la société contemporaine des décennies précédentes, ont à nouveau fait leur entrée dans les parlements, tandis que le centre politique s'évanouit. Pour comprendre comment un mécontentement général vis-à-vis de la politique a donné naissance à des expériences politiques dynamiques mais limitées, il nous faut revenir sur l'impact de la longue crise capitaliste dans la sphère politique<sup>54</sup>.

Le mouvement ouvrier, dont la dissolution tendancielle a été discutée au-dessus, a donné naissance aux premiers partis de masse à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Organisés à partir de la base, et dotés de programmes pour les mener à la victoire, les partis socialistes menaçaient d'utiliser le parlement non pas pour changer les lois de la société, mais pour la renverser, en socialisant les moyens de production. C'est en réponse à la menace incarnée par ces partis que d'autres formations politiques s'organisèrent sur une large échelle, en faisant autant appel aux travailleurs urbains qu'à leur électorat traditionnel. En ce sens, le mouvement ouvrier donna ses formes au jeu politique parlementaire moderne<sup>55</sup>. La menace posée par le mouvement ouvrier ouvrit un champ stratégique à manœuvrer non seulement pour la gauche mais également pour le centre et la droite, doté de caractéristiques variées à travers des sociétés européennes aux histoires diverses ainsi que dans le reste du monde (lorsque ces formations parlementaires n'ont pas été remplacées par des dictatures ouvertes). Le retour des tendances économiques de crise dans les années 1970 a par la suite brouillé ce champ stratégique pour tous les partis politiques, transformant une

---

54. Une analyse pertinente du phénomène nécessiterait un travail bien plus conséquent. L'œuvre de Peter Mair reste une référence importante en la matière, voir Peter MAIR, *Ruling the Void : The Hollowing of Western Democracy*, Londres, Verso, 2013.

55. Le mouvement ouvrier a été, à travers l'Europe entière, l'acteur essentiel de l'extension du droit de vote à tous les hommes adultes. Ce même mouvement a joué un rôle de frein à l'extension de ce droit aux femmes. Voir Geoff ELEY, *Forging Democracy*, Oxford, Oxford University Press, 2002.

crise sociale en crise politique <sup>56</sup>.

Avec la chute de la croissance économique et l'essor du chômage, il devint clair que personne ne parviendrait à prospérer sans une restauration des conditions d'accumulation du capital. Cette restauration est donc devenue la tâche première de tous les partis politiques. Le fait que même les représentants du mouvement ouvrier ont accepté d'entreprendre ces réformes constitua la preuve ultime de la disparition de tout potentiel de ce mouvement. À travers les sociétés, les différences entre gauche et droite se sont également réduites : elles n'étaient plus que des divergences quant à la rapidité et la sévérité des réformes à adopter en vue de la restauration de la profitabilité. Or, malgré ces tentatives pour réformer l'économie en faveur du capital, la stagnation économique a empiré, quelque soit la récurrence des périodes de sévère austérité imposée aux populations. Les électeurs, qui ne se voyaient offrir qu'un éternel sacrifice sans récompense, sont devenus toujours plus sceptiques face aux promesses creuses des politiciens <sup>57</sup>.

Dans ce contexte, la politique elle-même a été contaminée par le discrédit. Le système semblait « truqué », que ce soit sous la forme d'une corruption pure et dure, ou parce que les partis ne proposaient aucune alternative les uns aux autres. Les gens répondent à ce sentiment en ne prêtant plus allégeance à un seul parti et en faisant le choix du vote protestataire contre quiconque est au pouvoir. Des politiciens, de plus en plus en plus nombreux, comprennent qu'il leur faut se protéger du ressentiment de leurs électeurs, et eux aussi, se retirent de la politique. Les mesures prises sont de plus en plus développées et mises en places dans des espaces institutionnels à distance de l'influence et de la vigilance des électeurs. Les politiciens règnent en technocrates, réformant la loi en faveur du monde des affaires et protège ce même monde lorsqu'il est menacé d'effondrement à la suite d'une crise financière. Le sentiment anti-politique grandissant a profondément déstabilisé le système existant des partis dans bien des

---

56. Voir, Wolfgang STREECK, *Du temps acheté. La crise sans cesse ajournée du capitalisme démocratique*, Paris, Gallimard, 2018.

57. Dans ce contexte, les élections sont de plus en plus marquées par une politique de la peur. Les partis politiques, incapables de promettre un futur meilleur, se contentent d'offrir aux électeurs une protection contre les horreurs fantasmées qui menaceraient de se déchaîner si un concurrent l'emportait. Cela n'a pas suffi, les moyens de subsistance que les politiciens étaient censés garantir n'ont cessé de se détériorer.

pays : *que se vayan todos* et *no les votes* sont devenus les slogans de l'ère anti-politique. Ces tendances ont également fourni les conditions d'émergence de politiques anti-politiques.

Le populisme représente le paradoxe d'un essor du sentiment anti-parlementaire dans les murs des parlements mêmes, et de programmes politiques qui revendiquent le renvoi de tous les politiciens eux-mêmes. La prémisse des partis populistes, de gauche comme de droite, est que la stagnation économique est le symptôme de l'influence d'un capitalisme de prébendes sur un parlement cupide. La restauration des conditions de la croissance est toujours l'objectif, mais dorénavant elle semble n'être possible qu'à condition que les prêteurs sur gage soient chassés du Temple. La difficulté de ces tentatives est que – en raison de la stagnation persistante, dans une époque où la profitabilité repose sur l'accumulation d'une dette toujours grandissante – certains capitalistes peuvent admettre la nécessité d'une transformation systémique mais doivent rejeter toute tentative concrète de mettre cette transformation à l'ordre du jour, qui risquerait de compromettre des conditions de profitabilité précaires (d'où la situation risible dans laquelle des hommes d'affaire font l'apologie du revenu universel garanti tout en faisant du lobbying pour protéger l'évasion fiscale<sup>58</sup>). En conséquence, toute réelle tentative de réforme du système apparaît, aux yeux du capital, comme une menace existentielle.

À certains moments critiques, les mouvements en faveur d'une réforme ont eu la possibilité de prendre une forme systémique, ouvrant la voie à l'agitation révolutionnaire et à la transformation sociale ; cependant, dans le moment présent, *la reproduction capitaliste est si précaire que les élites ne peuvent rien céder sans tout mettre en péril*. Chaque proposition de réforme semble être un bouleversement critique, pouvant remettre en cause le système. Les populistes de gauche font face encore plus directement à cette impasse, notamment lors des négociations sur le fardeau de la dette grecque. La réforme la plus minimale soit-elle s'est vue opposer la plus dure des résistances. Dans ce contexte, la menace de sortie de l'euro de Syriza, vide de contenu, a été jugée comme telle : un *bluff* politique. La situation a également ouvert la voie aux populistes de droite, qui ont été plus prompts que leurs homologues de gauche à durcir le ressentiment

---

58. Scott SANTENS, « Why We Should Have a Basic Income », in *World Economic Forum Annual Meeting*, 2017.

régnant sur la voie d'une rage destructrice contre les institutions internationales, sans égards, apparemment, pour les conséquences. En effet, les populistes de droite semblent prêts à prendre des mesures drastiques : sortie de l'UE, de la zone euro, du NAFTA et de l'OTAN, allant même jusqu'à renverser la marche de la mondialisation par la mise en place de contrôles renforcés sur le mouvement transnational des biens, des personnes et même des capitaux. On ne sait, cependant, pas toujours si ces revendications sont réelles, ou si elles ne sont qu'un autre numéro de prestidigitation politique. Quoiqu'il en soit, nous pouvons être certains que ces politiques protectionnistes de « chacun-pour-soi » ne peuvent aller très loin dans un moment de croissance ralentie. Il est impossible de relancer l'accumulation sur une base nationale.

Dans ce contexte, les populistes de droite disposent d'un récit plus mobilisateur que leurs homologues de gauche. Les uns comme les autres tentent de relire les contradictions qui déchirent le capital comme l'activité d'un parasite sur le corps national, qu'il faut reconquérir par un contrôle renouvelé sur les organes politiques. Les deux côtés parviennent à diriger la colère populaire contre les banquiers, cette personnification du capital en excès. La droite, cependant, possède l'avantage stratégique de pouvoir cibler également les réfugiés et les migrants, comme autant de personnifications de la main-d'œuvre excédentaire. L'exclusion de ces deux figures apparaît, faussement, comme la solution pour que l'État-nation fasse son retour sur scène, afin de revenir à des jours meilleurs, avant le début de longue crise du rapport capital-travail démarrée dans les années 1970. La période pré-crise est également relue, de manière nostalgique et raciste, comme un temps où le corps politique était ethniquement plus homogène.

Les populistes échoueront sans aucun doute. Ils ne parviendront pas à revenir à l'âge d'or du capitalisme d'après-guerre, même pour les groupes ethniques les plus enclins à la nostalgie pour cette époque révolue. Au contraire, leurs politiques ne feront qu'aggraver les tendances existantes à la stagnation et à la crise. Ce que nous ne savons pas, en revanche, c'est si, dans leur chute, ils parviendront à provoquer un chaos tel que les institutions actuelles de la mondialisation libérale volent en éclat, entraînant une réaction en chaîne de violences, sur fond de crise encore aggravée. Jusqu'à présent, les crises financières ont été contenues, grâce à l'action coordonnée des États et des banques centrales, de manière à éviter qu'elles ne dégénèrent en dépression

véritable. Il est possible que le populisme fragilise ces institutions jusqu'à rendre toute action coordonnée impossible, ouvrant des abîmes comme nous n'en avons pas connu depuis les années 1930. *L'École de Francfort regardait dans cet abîme, et n'y trouvait aucun potentiel révolutionnaire pour l'unification de la classe, mais seulement sa profonde liquidation. Ce que nous y trouverons, nous, personne ne peut le dire.*

## CONCLUSION

Les marxistes dissidents des années 1960 ont tenté de réactiver l'esprit critique de l'œuvre marxienne. S'ils ont parfois adopté l'expression « théorie critique » comme un euphémisme pour désigner le marxisme, il ne s'agit pas simplement d'éviter la répression maccarthyste. Le but était aussi de prendre ses distances, dans l'élaboration de leur projet, avec le dogmatisme auquel le marxisme a été réduit. La théorie marxiste existante s'était avérée peu adéquate pour décrire les nouvelles réalités du capitalisme de l'après-guerre. Il échouait notamment à expliquer l'atomisation grandissante des prolétaires dans les sociétés capitalistes avancées. Dans le contexte d'une économie à la croissance rapide, les travailleurs avaient pour la plupart tendance à laisser les partis et les syndicats agir en leur nom – accepter des augmentations de salaires comme substituts à l'auto-émancipation collective. Les propres œuvres de Marx fournissaient assez peu de pistes pour ceux qui cherchaient à comprendre la colonisation de la vie intérieure des prolétaires, de leurs désirs et de leurs aspirations, par la forme-marchandise<sup>59</sup>. En réponse, les dissidents des années 1960 se sont appuyés sur d'autres traditions critiques, y compris des penseurs comme Spinoza, Nietzsche ou Freud, afin d'expliquer l'identification subjective des travailleurs aux logiques objectives qui les dominaient.

De cette manière, les dissidents s'en tenaient à la définition hégélienne de la philosophie – saisir son temps par la pensée – ou, comme Marx a pu le dire dans une lettre à Ruge, découvrir le nouveau monde par la critique de l'ancien monde<sup>60</sup>. Mais le nouveau

---

59. La tradition marxiste s'est également efforcée d'expliquer l'importante identification des travailleurs avec leurs propres oppresseurs, comme dans le cas du nationalisme, ou la désidentification toute aussi cruciale avec leurs semblables, comme dans le cas du racisme.

60. Lettre de Marx à Ruge, septembre 1843, LP III, p. 343.

monde que les dissidents cherchaient à découvrir est aujourd'hui un *vieux* nouveau monde, plein des potentialités qui ne se sont jamais épanouies. Malgré ce que semblaient promettre les luttes de la fin des années 1960, le mouvement ouvrier ne s'est jamais reconstitué autour des positions imaginées par les dissidents. Puis, dans les années 1970 et 1980, les formes dominantes de ces mouvements – vis-à-vis desquels les dissidents incarnaient précisément la dissidence – ont connu un déclin. Quel devrait être le rôle de la théorie aujourd'hui, dans une époque de renouveau des luttes, mais pas, encore, du mouvement communiste ? Nous considérons que la théorie critique – ou mieux, la théorie communiste – a trois tâches.

La tâche première est d'examiner la lutte des classes non comme simple arrière-plan à la théorie mais comme activité de production théorique elle-même. Les prolétaires en lutte font face à la question de savoir comment étendre et intensifier leur auto-organisation et leur activité en l'absence d'un projet de classe commun. La voie qu'une telle activité empruntera ne peut être déterminée à l'avance ; elle est un processus de création constant, condition nécessaire à la réémergence d'un mouvement communiste. La théorie doit donc fournir un bilan rétrospectif des luttes passées : de ce qu'elles ont tenté, et de ce que les participants à ces luttes ont compris de ce qu'ils faisaient. Le but ici n'est pas de défendre telle ou telle lutte mais plutôt de les *relire*, en cherchant à comprendre comment elles ont pris à bras-le-corps le problème de la composition et ont tenté de le surmonter par la création sans méthode préalable de nouvelles catégories, tactiques, formes d'organisation, dont l'écho se fait ressentir à travers l'ensemble de la société. Que peuvent nous apprendre ces luttes, dans leur confrontation avec leurs limites, des contours du mouvement communiste à venir ?

La seconde tâche de la théorie est d'appréhender les formes de la crise actuelle des rapports sociaux capitalistes, qui fournit le cadre ou contexte dans lequel la lutte des classes suit son cours. Nous avons pour notre part défendu l'idée d'un effondrement du rapport capital/travail qui a conduit à la production d'une masse d'excédents de capitaux comme de population. Au cours de l'examen de ce processus d'effondrement, il nous faut non seulement chercher les unités possibles du prolétariat, mais aussi les divisions *en son sein* créées et recrées en permanence par les rapports sociaux capitalistes : race, genre, nationalité, citoyenneté, qualifications et secteurs de l'économie. Qu'est-ce qui explique la reproduction de ces divisions

internes à la classe (et qui ne sont pas les épiphénomènes d'un intérêt de classe commun plus profond) ? Dans une époque de stagnation économique, les divisions entre travailleurs se sont intensifiées, car la détérioration des conditions sur le marché du travail conduit de nombreux travailleurs mieux payés que la moyenne à défendre leur place sur le marché, non seulement contre l'avancée de l'austérité capitaliste, mais également contre les autres prolétaires.

La troisième tâche de la théorie est de pointer vers un futur communiste possible, une tâche devenue d'autant plus difficile après la fin du mouvement ouvrier. Cette fin a coïncidé avec la disparition de tout contenu libérateur des catégories du monde du capital. Le communisme ne peut être un simple réarrangement de la constellation de ces catégories - travailleur, machine, usine - selon une logique nouvelle (la socialisation des moyens de production). Ou pour le dire autrement : la technologie capitaliste n'est pas neutre, ni même l'infrastructure qui rend cette technologie possible. L'urbanisation, les réseaux électriques reliés à des centrales à charbon : l'organisation matérielle de la vie sociale aujourd'hui inscrit l'humanité dans des carcans sociaux dont il lui faut se libérer. Comment une humanité émancipée utilisera la technologie ou concevra ses infrastructures ? Sans rentrer dans les détails, il nous semble possible d'affirmer dès à présent certains principes de l'action communiste<sup>61</sup>. Un futur communiste devra rompre tout lien d'équivalence entre *combien et qu'est-ce que je produis et ce que je reçois du produit social*, sans créer de nouvelles formes structurelles de domination, personnelle ou impersonnelle.

Si nous suggérons de tels buts à l'activité théorique, nous ne conférons aucun rôle particulier aux théoriciens. Selon nous, la théorie doit être avant tout comprise comme une thérapie face au désespoir qui accompagne les moments creux de la lutte des classes, qui durent parfois des années. C'est un mode de réflexion explicite de la production implicite des luttes, un mode qui se penche sur les limites inhérentes aux luttes, et qui, si elles sont formalisées en tant que limites, pourraient donner naissance au mouvement communiste. Ce

---

61. L'automatisation jouera certainement un rôle dans la communisation, mais il est délicat d'imaginer quelle serait sa place dans l'activité de soin [care] : deviendrons-nous de simples appendices de machines intelligentes, qui s'occuperont des jeunes comme des vieux, de nos folies, de nos amants et de nos jardins ? Ou le soin est-il une activité fondamentale pour notre humanité ?

désespoir ne se manifeste pas toujours dans les moments de retrait des luttes. Les militants désespèrent souvent face aux luttes alors qu'elles se déploient sous leurs yeux. On observe alors une scission entre ceux, les activistes, qui agissent sans réfléchir, et les théoriciens critiques, qui réfléchissent sans jamais agir. La théorie doit permettre une réflexion dans l'action, une réflexion qui connaît les limites de cette action, mais agit malgré tout.

# MISÈRE ET CRISE. ACTUALITÉ DE LA THÉORIE CRITIQUE

**AARON BENANAV & JOHN CLEGG**

- Adorno, Theodor W. (2011), *Société : Intégration, Désintégration. Écrits sociologiques*, Paris, Payot.
- Althusser, Louis et al. (2014), *Lire le Capital*, Paris, PUF.
- Armstrong, Philip, Glyn, Andrew & Harrison, John (1991), *Capitalism since 1945*, Oxford, Basil Blackwell.
- Braverman, Harry (2023), *Travail et capitalisme monopoliste*, Paris, Éditions Sociales.
- Brenner, Robert (2006), *Economics of Global Turbulence*, Londres, Verso.
- (2009), « What Is Good for Goldman Sachs Is Good for America : The Origins of the Current Crisis » [en ligne].
- Camatte, Jacques (1978), *Capital et Gemeinwesen, le 6ème chapitre inédit du Capital et l'œuvre économique de Marx*, Paris, Spartacus.
- Coletti, Lucio (1979), *Le marxisme et Hegel*, Paris, Champ libre.
- Debord, Guy (1992), *La Société du spectacle*, Paris, Gallimard.
- de Laiglesia, Juan R. & Jütting, Johannes (éds) (2009), *Is informal normal? Towards more and better jobs in developing countries*, Paris, Éditions OCDE.
- Eley, Geoff (2002), *Forging Democracy*, Oxford, Oxford University Press.
- Endnotes (2013), « Spontaneity, Mediation, Rupture », in *Endnotes*, n° 3.
- (2013), « The Holding Pattern », in *Endnotes*, n° 3, 2013.
- International Labour Organisation (2013), *Women and men in the informal economy : a statistical picture* (seconde édition), Genève, ILO.
- Karabounis, Loukas & Neiman, Brent (2013), « The global decline of the labor share », in *The quarterly journal of economics*, 129(1), p. 61-103.
- Lénine, Vladimir I. (2019), *Que faire ?*, Montreuil, Science marxiste.
- Luxemburg, Rosa (2001), « Grève de masse, parti et syndicat » (1906), in *Réforme sociale ou Révolution ? Grève de masse, parti & syndicats*, Paris, La Découverte.
- Mair, Peter (2013), *Ruling the Void : The Hollowing of Western Democracy*, Londres, Verso.
- Mann, Geoff (2017), *In the Long Run We Are All Dead*, Londres, Verso.
- Mason, Paul (2012), *Why It's Kicking Off Everywhere*, Londres, Verso.
- Mattick, Paul (2010), *Marx et Keynes, les limites de l'économie mixte*, Paris, Gallimard.
- Mau, Søren (2023), « Les “fils invisibles” du capital. Pour une théorie marxiste du pouvoir économique », in *A–M–A ? Contributions à la critique de l'économie politique*, cahier n° 3, 2023/2.
- Pannekoek, Anton (2010), *Les conseils ouvriers*, Paris, Spartacus.

- Panzieri, Raniero (1968), « Capitalisme et machinisme », in QUADERNI ROSSI, *Luttes ouvrières et capitalisme d'aujourd'hui*, Paris, Maspéro.
- Perlman, Fredy (1968), « Le fétichisme de la marchandise » (1968), in Isaak ROUBINE, *Essais sur la théorie de la valeur de Marx*, (trad. Fredy PERLMAN & Miloš SAMARDŽIJA), « Introduction », Détroit, Red & Black Press.
- Postone, Moishe (2009), *Temps, travail et domination sociale*, Paris, Mille et une nuits.
- Rodrik, Dani (2016), « Premature deindustrialization », in *Journal of economic growth*, 21(1), p. 1-33.
- Romano, Paul (1949), « L'Ouvrier américain », in *Socialisme ou Barbarie*, n° 1, p. 78-89 [en ligne].
- Rowthorn, Bob & Ramaswamy, Ramana (1997), « Deindustrialization : causes and implications », in *IMF Working paper*, 97.42.
- Santens, Scott (2017), « Why We Should Have a Basic Income », in *World Economic Forum Annual Meeting*.
- Shaikh, Anwar (2011), « The First Great Depression of the 21st Century », in Leo PANITCH, Greg ALBO, Vivek CHIBBER (éds), *Socialist Register 2011 : The Crisis This Time*, New York, Monthly Review Press.
- Smith, Jason E. (2021), *Les capitalistes rêvent-ils de moutons électriques ?*, Caen, Grévis.
- Streeck, Wolfgang (2018), *Du temps acheté. La crise sans cesse ajournée du capitalisme démocratique*, Paris, Gallimard.
- Streeck, Wolfgang (2014), « How Will Capitalism End? », in *New Left Review*, 87.
- Wright, Steve (2022), *A l'assaut du ciel*, Genève, Entremonde.